

6/8 juin

La mobilisation continue

p. 3

Perturbations dans les transports

2 € - N°9978 - Du 02 au 08 juin 2023

• **Casa musicale**
Nouvelle directrice p.11

• **Élections en Espagne**
Trop à droite p.15



l'Édito

Une Palme qui secoue

Justine Triet a reçu la Palme d'Or du festival de Cannes 2023 pour son film *Anatomie d'une chute*. Une femme lauréate, le fait est déjà notable puisqu'elle n'est que la troisième pour cette récompense sur, tout de même, 76 éditions ! Côté parité Cannes a encore du chemin à faire.

À l'annonce du palmarès, Justine Triet ne s'est pas contentée de remerciements convenus, elle a fait une déclaration qui a marqué, disant, notamment, « *cette année le pays a été traversé par une contestation historique, extrêmement puissante, unanime, de la réforme des retraites. Cette contestation a été niée et réprimée de façon choquante, et ce schéma de pouvoir dominateur de plus en plus décomplexé éclate dans plusieurs domaines, évidemment socialement c'est là où c'est le plus choquant, mais on peut aussi voir ça dans* »

les autres sphères de la société et le cinéma n'y échappe pas... » Elle dénonçait ensuite la « *marchandisation de la culture* » défendue par « *le gouvernement néolibéral* », marchandisation en train de casser « *l'exception culturelle française.* » On était bien loin des paillettes et du tapis rouge, en quelques mots, la réalisatrice a remis les choses à leur place. Il nous faut saluer sa détermination, et son courage. Bien sûr, cette déclaration a suscité les cris d'orfraie de toute la droite, macronie en tête. Des réactions qui mettent ni plus ni moins en cause le droit d'expression, le droit de critique. Réactions d'autant plus vives que Justine Triet tape juste. Oui, la culture est à la peine dans notre pays, les exemples abondent. La pandémie a laissé des traces, les subventions sont à la baisse (voir le cas extrême de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la saignée opérée par Laurent Wauquiez), d'importantes structures culturelles sont gravement affaiblies, d'autres s'interrogent sur leur survie. Dans le même temps les multinationales prennent la main sur de gros festivals véritables machines à fric, transformés en produits de consommation. Dans un tel contexte on ne saurait se plaindre que des Justine Triet sonnent l'alerte.



Nicole Gaspon
Rédactrice en chef

Annonces

Projection « Des anges en enfer »

Vendredi 2 juin à 18h – Salle du conseil municipal à Ria-Sirach.

Forum de la petite enfance

Samedi 3 juin de 9h30 à 12h30 – Salle du Foirail Prades.

Festival « Nostre Mar »

« Documenter les défis en Méditerranée »

Lundi 5 juin à 9h30 – Palais des rois de Majorque à Perpignan.

« Trajectoires et mémoires entre France et Algérie » Lundi 5 juin à 18h30 – Mémorial du Camps de Rivesaltes.

Projection débat « 4M : Méditerranée, Mythe, Monde et Migration » Mardi 6 juin à 21h – Clap-Ciné à Canet-en-Roussillon.

Journée nationale d'action inter-professionnelle pour le retrait de la réforme des retraites

Mardi 6 juin 10h30 - Place de Catalogne à Perpignan. 14h30 – devant la mairie de Céret. 14H30 – Plaine Saint-Martin – Prades.

Réforme des retraites. Rassemblement pour le vote projet de loi LIOT

Jeu 8 juin à 18h – devant la Préfecture à Perpignan.



Billetterie Online :

<https://my.weezevent.com/fete-du-travailleur-catalan-1>

Liste des points de vente militants

Vendeurs vignettes villages

- Vernet-les-Bains :
 - Pierre - 06 85 69 97 22
 - Éve et Dominique - 06 26 56 28 85
- Canet - Village :
 - Michelle - 06 22 24 59 79
- Elne
 - Aïcha - 06 95 71 51 87
 - Chez Cricri Bar - 04 68 22 34 89 - 55 route nationale.
- Alénia :
 - Sarita - 06 10 02 02 83
- Perpignan :
 - Le Travailleur Catalan - 04 68 35 63 64- 44 - avenue de Prades.
 - Henri - 06 62 92 51 61-
- Banyuls-sur-Mer :
 - Marie-Françoise - 06 85 40 23 29
- Estagel :
 - Dominique - 06 46 02 19 06
 - Caveau Pons Gralet - 04 68 57 23 83 - 2 Bd Jean Jaurès
- Argelès-sur-Mer :
 - Michèle - 06 70 97 82 81
- Saint-Paul-de-Fenouillet :
 - Mas Peyre - 06 18 70 62 24 - 30 Av. Général de Gaulle.
- Cabestany :
 - Guy - 06 20 01 43 88
- Saint-Laurent-de-la-Salanque :
 - Jean - 06 23 56 01 85
- Corbère-les-Cabanès :
 - Hervé - 06 83 93 61 64.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Administrateur :
Remi Cathala
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Réforme des retraites

La mobilisation nécessaire du mardi 6 juin

Le mardi 6 juin, manifestations et grèves sont au programme. L'intervention populaire est à nouveau convoquée pour peser sur les décisions parlementaires du jeudi 8 juin. Ce jour-là, un projet de loi majeur sera déposé par le groupe Liot, discuté et voté. Il pourrait, s'il était retenu, remettre en cause les « 64 ans ».

Rien n'y fait. Les sondages restent stables. Une majorité de Français exprime encore et toujours son opposition au rallongement de l'âge légal donnant droit à la retraite. Plus de 60 %. Une majorité écrasante, plus de 80 %, lorsqu'il s'agit des actifs salariés. « *Il n'y a pas photo !* ».

Rien n'y fait. Le gouvernement, dans toute ses dimensions, essaie de passer à autre chose. Il multiplie les annonces et les initiatives et tente d'occuper, coûte que coûte, les « *cents jours* » annoncés. Mais le sujet majeur est toujours là, au centre des préoccupations, juste à côté des difficultés à finir les fins de mois.

Rien n'y fait. L'intersyndicale se porte encore bien. Dans la presse nationale et sur les plateaux, les responsables redisent, l'un après l'autre, leur opposition tenace et argumentent leur posture. Cent fois au moins, depuis le mois de janvier, l'expression « *Baroud d'honneur* » a été utilisée par les experts en journalisme et les personnes « *autorisées* ». Cent fois l'analyse des commentateurs a été invalidée par les faits.

Une nouvelle étape

Pour les syndicats, les associations et pour les partis politiques, le challenge est double. D'un côté, il s'agit de convaincre encore qu'une

autre réforme est possible, qu'un autre financement doit voir le jour, que ce recul de civilisation programmé doit connaître l'échec, qu'il faut tout remettre à plat. De l'autre, il leur faut renouveler les mobilisations, dans les entreprises privées et publiques, petites ou grandes. En France et dans le département, tout porte à croire que ces préparations sont en cours. « *Les syndicats ont fait savoir leur volonté de poursuivre leur bras de fer avec le gouvernement. La prochaine mobilisation populaire, le 6 juin, servira encore à montrer notre détermination* » déclarait ainsi un responsable du PCF.

Michel Marc

Projet de loi

Le 8 juin les députés voteront, Macron a peur

« *Petit Jésus, faites quelque chose pour empêcher le Parlement de dire ce qu'il pense de ma réforme des retraites... Snif... Snif... On a tout fait avec Borne pour le court-circuiter, pour le manipuler et grâce au 49/3 on y est arrivé. Et maintenant à cause d'une groupe parlementaire disparate, patatrac, le 8 juin on devrait voter pour les 62 ans retrouvés. C'est totalement inconvenant, anticonstitutionnel et vexatoire pour mon auguste personne. Que pèse une bande hétéroclite de députés qui ne sont d'accord sur rien face au projet brillantissime que j'ai fait pour la France...* »

Le monologue macronien implore une intervention divine pour sortir vainqueur d'un bras de fer avec le peuple. Il a la trouille ; le peuple, lui, a sa persistance, la force de sa solidarité, son goût immodéré pour la justice, sa conscience laïque, il est sûr de ses choix.

L'angoisse de la Macronie

En face on cogite, on manœuvre, on dit qu'un projet de loi n'a pas le droit de proposer de nouvelles dépenses, tiens, tiens, il y aurait des lois qui ne coûtent rien. Toute la Macronie est dans l'angoisse, la présidente de l'Assemblée, un temps récalcitrante, se soumet et dit que c'est inconstitutionnel. Le président de la commission des Finances, l'insoumis Eric Coquerel, qui pourrait le rejeter, juge le projet tout à fait acceptable. On se prépare au pire, même à faire du chahut et de l'obstruction, pour empêcher le vote. On mesure alors à ce propos com-

Grandes manœuvres en Macronie pour tenter d'éviter la débâcle le 8 juin



bien l'exercice démocratique est périlleux face à des zigotos « *renaissance* » qui n'hésitent à s'asseoir sur la démocratie, sur ses règles, pour imposer des reculs sociaux majeurs.

Et comme les emmerdements volent en escadrille : le 6 juin Macron devra supporter une nouvelle manif. Mais auparavant à la remise de la palme d'or à Cannes, le 27 mai, il aura pu entendre tout le bien que la lauréate Justine Triet, pour son film *Anatomie d'une chute*, pense du mouvement social sur les retraites en cours, de la protestation historique puissante qu'il constitue et du rapport étroit qu'elle y voit avec une marchandisation de la culture de ce gouvernement néo-libéral.

Les 100 jours espérés, attendus par Macron pour nous faire oublier les retraites deviendraient-ils un cauchemar fait pour durer ? Dur-dur.

Jean-Marie Philibert

Fret ferroviaire

Le gouvernement veut liquider "Fret SNCF"

Alors que rien ne l'y oblige dans l'immédiat, le gouvernement et la SNCF ont annoncé aux organisations syndicales cheminots le 23 mai leur volonté de liquidation pure et simple de Fret SNCF.

La filiale fret, devenue privée en 2019 est sous enquête de Bruxelles pour entrave à « concurrence libre et non faussée » suite à la reprise d'une partie de sa dette (5,3 M d'€) lors de l'éclatement et la privatisation du groupe SNCF. Le gouvernement prend les devants (l'enquête doit encore durer plusieurs mois) et décide donc de négocier l'éclatement de Fret SNCF et sa disparition comme opérateur intégré.

Un sacré cadeau au secteur privé

Cerise sur le gâteau très libéral du gouvernement, Fret SNCF doit céder à ses concurrentes, filiales de la Deutsche Bahn et Ex Eurotunnel (elles-mêmes ayant bénéficié par le passé de subventions publiques) 30% du volume d'activité la plus rentable de fret SNCF avec interdiction de répondre aux appels d'offres pendant 10 ans. Il impose aussi la cession de 40% des actifs immobiliers de l'entité



© Jean Puljeh

et la « donation » de soixante-deux locomotives avec mise à disposition des conducteurs pendant 36 mois.

nement dévoile à son peu d'intérêt pour les questions environnementales. Dans les P.-O., nous ne sommes pas près de voir transférer les 60 millions de tonnes/an de la route vers le rail. À moins que les intérêts privés et la concurrence acharnée de l'ultra-libéralisme ne le poussent à abandonner le fret pour miser sur le lucratif marché européen (et surtout espagnol) des TGV ?

La fédération CGT cheminots a immédiatement riposté, par communiqué, en proposant un front uni à tous les syndicats de cheminots et en préparant une campagne et des actions sur tout le territoire. Pour sa part le groupe GDR au parlement a demandé la création d'une commission d'enquête sur la situation du fret ferroviaire français.

Une pétition nationale est en cours avec déjà plusieurs dizaines de milliers de signatures à : <https://chng.it/4dCdwt95sT>

P. P.

Et l'environnement alors ?

Alors que depuis la libéralisation du fret européen, la France fait figure de mauvais élève avec 11% seulement des marchandises sur le rail (17% de moyenne en Europe), ce gouver-

Fret ferroviaire dans les P.-O.

Alors que le ministère des Transports et Fret SNCF viennent d'annoncer sa liquidation au profit d'entreprises privées, quelle répercussion dans notre département ? Quelles sont les principales plateformes et combien de tonnes pourraient être transférées sur le ferroviaire plus respectueux de l'environnement ? Quid du train primeurs de Rungis ? Entretien avec Mickael Meusnier, représentant CGT Fret SNCF.

Que représente le fret ferroviaire dans les P.-O. avec la liquidation annoncée ?

C'est 97% de la charge de Fret SNCF du département qui basculerait vers le privé. Tout le combiné, toutes les autoroutes ferroviaires (Le Boulou-Calais et Bettembourg) et toutes les dessertes Saint-Charles (Dourges, Valenton, Avignon). Les trains en transit pour Barcelone aussi sont concernés. Tout Cerbère/Port-Bou et le train primeurs aussi. En tout c'est vingt-quatre conducteurs et quatre-vingt-dix cheminots impactés environ. Ce serait catastrophique.

Quelles sont les capacités des plateformes multimodales des P.-O. pour le transport fret ferroviaire ?

Cerbère/Port-Bou c'est environ 4 à 5 millions de tonnes potentielles, Port-Vendres c'est 400.000 tonnes mais ça dépendra du trafic maritime et du 3^e quai. Le Boulou c'est 1,5 million de tonnes environ, Saint-Charles Ferroviaire c'est 5 millions de tonnes possibles. On pourrait transférer au moins 10-12 millions de tonnes/an sur le ferroviaire. C'est-à-dire 20% du trafic total donc 3 000 camions de moins par jour au moins. Nous proposons aussi de développer une nouvelle plateforme multimodale à Rivesaltes qui augmenterait nettement nos capacités. Encore faut-il qu'il reste un outil intégré et public comme fret SNCF !

Pour finir, où en est le dossier du train de primeurs Perpignan-Rungis ?

Nous avons rencontré le ministère des Transports il y a quelques jours et ils ont pris note qu'un 2^e chargeur était intéressé. En fait ils attendaient l'annonce de la liquidation quelques jours après. Il n'y a toujours aucune certitude pour l'avenir.

Propos recueillis par Pierre Place



Aéronautique

Une aberration

Vueling vient d'annoncer une liaison aérienne entre Toulouse et Barcelone, une décision qui ne va pas dans le sens d'un mieux pour la planète.

La compagnie aérienne Vueling lance une liaison aérienne entre Toulouse et Barcelone, elle sera effective le 1er juillet 2023 à raison de trois trajets par semaine.

Cette décision pour un trajet de moins de quatre heures par la route a de quoi interroger. On se souvient que la loi Climat et résilience du mois d'août 21 interdit les vols courts en cas d'alternative par train.

Il faut aussi rappeler que la liaison par TGV entre les deux villes a été stoppée il y a trois ans, « insuffisamment rentable » selon la SNCF. Un argument qui semble difficile à entendre quand Vueling fait son annonce. Selon Jean-Luc Gibelin, vice-président du conseil régional, la suppression de la ligne TGV serait plutôt liée au « refroidissement des relations entre la RENFE et la SNCF lors de l'ouverture à la concurrence... »

Concernant la nouvelle liaison aérienne, Jean-Luc Gibelin précise que Vueling n'a pas demandé son avis à la Région, et il ajoute « nous sommes pour une liaison TGV entre Toulouse et Barcelone et entre Montpellier et Barcelone. » Et de citer Carole Delga : « La SNCF se doit d'être un moteur et non un frein », la présidente souhaite ouvrir des discussions avec la direction nationale.

Carole Delga, il y a peu, était en Catalogne pour rencontrer le président Pere Aragonès, ensemble ils ont exprimé le souhait de « renforcer la coopération, notamment ferroviaire, entre les deux régions transfrontalières. » Cela car « relier nos deux régions par des transports en commun décarbonés est une nécessité. » Pere Aragonès a également annoncé la fin d'une étude viable sur la mise en place possible d'un train à haut niveau de service pour relier Toulouse à

Pas l'air qui leur manque : suppression des vols Bordeaux-Paris (500 km), mais création d'une liaison Toulouse-Barcelone (300 km) ...



Barcelone en 3h10.

Côté Occitanie, dans le cadre de la volonté de la Région de diversifier les liaisons transfrontalières, Jean-Luc Gibelin évoque aussi le projet de TER interrégionaux entre Toulouse et Barcelone passant par Perpignan et Figueres, cela à l'horizon 2027.

Autant d'alternatives intéressantes à l'avion.

Nicole Gaspon

Donnez-nous notre train quotidien ! Le Train Jaune a besoin de vous



Depuis maintenant plusieurs semaines, une pétition est en ligne. Adressée au conseil régional (autorité organisatrice) et à sa présidente, la pétition existe aussi sous la forme carte postale. La question qui est posée est simple. Un vrai TER du quotidien ou un « train-loisirs-attraction » intermittent ? La pétition du comité d'usagers (CULTJ) opte sans ambiguïté pour le train du quotidien. Avec tout ce qui va avec. Si elle est adressée au conseil régional, c'est parce que l'institution est donneuse d'ordre et que c'est elle qui doit négocier, parfois durement, avec la SNCF qui traîne les pieds.

« Le Train Jaune a besoin de vous, une fois de plus ! Nous interpellons la Région pour qu'elle obtienne enfin de la SNCF le respect de ses engagements. Malgré les travaux conséquents pris en charge à 80% par la Région Occitanie, le service de cette ligne historique ne s'améliore guère pour les usagers du quotidien. Trop lent, trop cher, pas ou peu de correspondances, une litanie entendue maintes et maintes fois de la bouche des usagers comme de celle des acteurs économiques des 66 communes du Parc naturel régional des Pyrénées Catalanes.

On en viendrait même à croire que le Train Jaune est devenu un manège, ou un train isolé, coupé du réseau national, alors qu'il est partie intégrante de la ligne Perpignan / Villefranche / Latour de Carol ! ».

Quelques suggestions et revendications de bon sens

Des précisions complètent la pétition : Rendre au train sa mission TER, accélérer sa vitesse, réaliser au moins un aller-retour sur Perpignan dans la journée, organiser l'intermodalité à partir des gares (bus...), rénover le matériel roulant de manière concertée, assurer de vraies correspondances à Villefranche et à Latour, basculer le trafic scolaire (Lycées et collèges).

Une autre pétition allant dans le même sens est aussi en cours, celle du syndicat CGT des cheminots de la ligne.

Michel Marc

*<https://www.change.org/p/donnez-nous-notre-train-quotidien-le-train...>

*<https://www.petitionenligne.fr/trainjaune>

Association PharmaVie



"Inauguration de l'Hôpital de mon Doudou du CH de Perpignan en présence de Marie-Christine Adam, actrice et marraine de l'association PharmaVie, ainsi que du chanteur Cali, parrain officiel."

L'Hôpital de mon Doudou

Un mini-hôpital au sein du service de pédiatrie.

L'association PharmaVie, depuis 1988, s'engage à promouvoir la santé des patients, en particulier des enfants. Ses pharmaciens membres jouent un rôle actif en tant qu'acteurs de santé sociale. En collaboration avec des organisations renommées telles que la *Chaîne de L'Espoir*, les *Chevaliers du Ciel*, la *Fondation Hôpitaux de France* avec l'opération *Pièces Jaunes* et le *Sidaction*, PharmaVie a développé diverses initiatives solidaires dans les hôpitaux.

Parmi ces initiatives, les hôpitaux de mon Doudou sont des établissements spécialement conçus pour offrir un accueil rassurant aux jeunes patients et à leur famille. En collaboration avec le personnel soignant, l'association PharmaVie a créé douze de ces hôpitaux dans différentes villes françaises, dont Avignon, Bordeaux, Cannes, Paris (hôpital Necker et hôpital Robert Debré), Toulouse... D'autres projets sont en cours dans plusieurs régions de France.

Le 29 juin 2022, le 10^e établissement de ce type a été inauguré au Centre hospitalier de Perpignan. Deux installations verront le jour en 2023 à Strasbourg et Marseille. L'Hôpital de mon Doudou est intégré aux urgences pédiatriques et aux consultations pédiatriques de l'hôpital. Son objectif est de créer un environnement ludique et réconfortant, d'une part en réaménageant les espaces du service pédiatrique concerné et aussi en offrant une peluche nommée

Toudou à chaque enfant, contribuant ainsi à dédramatiser l'hôpital et à réduire leur stress.

L'oursin Toudou accompagne les enfants à l'hôpital

Le concept de l'Hôpital de mon Doudou consiste à créer des zones spéciales au sein des services pédiatriques des hôpitaux pour accueillir les enfants de 2 à 11 ans. Ces espaces sont conçus de manière ludique et colorée, avec des aires de jeu, afin d'accompagner les enfants pendant leur séjour à l'hôpital ou en attente de soins. À leur arrivée, les enfants reçoivent une peluche appelée Toudou. Les soins et les explications sont d'abord prodigués à Toudou par le personnel soignant au sein de l'Hôpital de mon Doudou. Par la suite, Toudou accompagne l'enfant tout au long de son parcours à l'hôpital, servant de doudou réconfortant que l'enfant peut également soigner. Cette approche pédagogique contribue à réduire significativement l'anxiété chez l'enfant et ses parents.

En 2019, le service IRM de l'hôpital Clocheville, qui a adopté ce concept en 2018, a réalisé une étude publiée dans la revue internationale "*Pediatric Radiology*" sur l'effet de Toudou. Cette étude a démontré l'impact positif de Toudou sur le niveau d'anxiété de l'enfant et de ses parents lors d'une simulation d'IRM avec un scanner factice en forme d'ours en peluche.

Corinne Coquet

« Un espace qui permet aux enfants de dédramatiser blouses blanches et piqûres. »

Témoignages

Le mot de Barthélémy Mayol, directeur du Centre hospitalier de Perpignan

Il était important pour nous d'installer ces infrastructures à l'hôpital car elles apportent un réel bénéfice aux enfants. La peluche Toudou les accompagne tout au long de leurs soins et leur procure un point de repère. Ce mini-hôpital est un réel soutien autant pour les enfants que pour le personnel soignant.

Le mot de Marie-Claude Santini, présidente de l'association PharmaVie

Cette installation à Perpignan est très symbolique pour moi, puisque c'est dans cette ville que j'exerce mon métier de pharmacienne. Je suis fière que le centre hospitalier puisse bénéficier d'années d'expertises de l'Association PharmaVie sur l'accompagnement des enfants par des jeux de mimes avec notre peluche Toudou.

Le mot de Neila Zemouri, pédiatre au Centre hospitalier de Perpignan

L'Hôpital de mon doudou s'est installé à l'hôpital de Perpignan en 2021, en pleine crise sanitaire, qui a été une période très compliquée pour les médecins et le personnel soignant mais aussi et surtout pour les enfants. Les petits malades arrivent dans le service des urgences dans un grand état de fatigue, de stress, de peur et d'angoisse. Depuis qu'on leur offre un Toudou à leur arrivée dans le service, nous avons remarqué que la peluche les réconforte et favorise l'acceptation des soins et diminue leur stress....

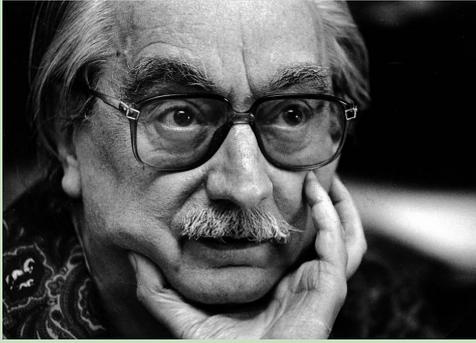
Soutenez l'association PharmaVie. Participez au financement des hôpitaux de mon Doudou !

Adoptez Toudou !

<https://www.association-pharmavie.fr/collect/choice/90375-m-participez-au-financement-des-hopitaux-de-mon-doudou>

En Català

Andorre



Joan Fuster i els Països Catalans

- Dins dels actes de la Setmana Catalana, la vila d'Elna ha batejat una sala polivalent de l'espai sociocultural municipal amb el nom de Joan Fuster.

- Un escriptor valencià, una figura de les lletres catalanes. Al 2022 es va commemorar l'Any Fuster en motiu del centenari del seu naixement. Quin lligam tenia amb Elna?

- A la nova placa que han posat en aquesta sala hi ha escrit «Joan Fuster Escriptor Valencià, Sueca (la vila on va néixer) 1922-1992, Impulsor del concepte de Països Catalans».

- És veritat que Fuster va popularitzar aquesta idea. I malgrat tot se pot pas dir que sigui un autor gaire popular a casa nostra, belleu és el primer cop que se l'homenatja aquí oi?

- És possible. En el seu assaig més conegut, Nosaltes els valencians -publicat al 1962- Fuster se reivindica com a valencià dins aquest concepte de Països Catalans que reagrupa tots els territoris que comparteixen la llengua catalana.

- Ja veig que t'agradaria quelcom que es digui Nosaltes els rossellonesos o Nosaltes els catalans del nord millor?

- Digues-li com vulguis. El català al nord dels Pirineus queda aïllat i empetitit. Podríem dir lo mateix per la Catalunya Sud o el País Valencià, les Illes Balears i fins a l'Alguer, a l'illa de Sardenya. Si nos situem tots dins d'aquest concepte de Països Catalans, tot això pren una altra dimensió.

- Vols dir una dimensió política o vols dir una mena de francofonia a la catalana, perquè la francofonia crec pas que serveixi de gran cosa?

- Vull dir que per començar hauríem de fer més promoció i divulgació de tot lo que els territoris catalans tenim en comú, ja seria un gran pas. I ja que me parles de francofonia, si ningú nega que els belgues, els canadencs o els suïssos comparteixen una llengua, una història, una literatura, digues-me per què els catalans del nord, del sud, els mallorquins, els valencians i els algueresos no ho hem pas de fer?

- Fem-ho, rellegim Joan Fuster.

C&C

L'IVG criminalisée

Poursuivie pour ses actions en faveur du droit des femmes, l'Andorrane Vanessa Mendoza était à Perpignan.



C'est à l'invitation du collectif Droits des femmes 66 que Vanessa Mendoza tenait la semaine passée conférence de presse au Casal.

Depuis 4 ans, cette jeune femme, présidente de l'association Stop violences, est poursuivie par la justice de la Principauté. Sa faute ? Défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, se battre pour la dépénalisation de l'IVG. En Andorre, l'IVG est considérée comme un crime, même en cas de viol. Une situation

qui met nombre de femmes dans la détresse, particulièrement celles qui n'ont pas les moyens d'aller ailleurs pour régler leur problème.

Vanessa Mendoza a pu échapper à la prison, mais reste poursuivie pour activité « contre le prestige des institutions » (il fallait le trouver !) Elle n'en continue pas moins son combat qu'il est possible (et recommandé) de soutenir en l'adressant à stopviolences@gmail.com

N.G.

Hommage

Décès de Pierre Audin

L'association *Josette et Maurice Audin* vient d'annoncer la disparition de Pierre Audin le dimanche 28 mai des suites d'un cancer.

La vie de Pierre aura été consacrée au combat incessant, aux côtés de sa mère Josette, pour que soit dite toute la vérité sur les circonstances de la disparition de son père, Maurice Audin, mathématicien et militant actif du Parti communiste algérien. Engagé sans réserve pour l'indépendance de l'Algérie, il fut enlevé le 11 juin 1957 à Alger, puis torturé et tué par les militaires français.

Avec sa mère Josette et sa sœur Michèle, Pierre aura dû attendre septembre 2018, soit plus de 61 ans après les faits, pour savourer une première victoire, lorsque le président de la République a rendu visite à Josette Audin à son domicile et reconnu la responsabilité de l'État français dans la mort de son mari, rendue possible « par un système légalement institué qui a favorisé les disparitions et permis la torture à des fins politiques ».

Le Travailleur Catalan présente ses sincères condoléances à sa famille, notamment à Michèle Audin qui était venue à Perpignan pour tenir une conférence à l'UPTC. Rappelons aussi qu'en novembre 2022 avait eu lieu, boulevard Jean Bourrat à Perpignan, une initiative pour dénoncer la décision du maire de donner le nom de Pierre Sergent à cette esplanade. Les nombreux manifestants présents avaient installé là une plaque portant le nom de Maurice Audin et lu un message de Pierre Audin.

Mixité à l'école



Les parents d'élèves dénoncent

Dans un communiqué la fédération locale des parents d'élèves (FCPE 66) a tenu à réagir aux propos du ministre Dussopt à propos de la « mixité sociale à l'école ». Propos que la fédération juge « publicitaires et inefficaces. »

Les syndicats d'enseignants ainsi que les partis politiques de gauche ont tous déjà réagi aux déclarations d'intention gouvernementales, souvent sur le ton de l'humour. La FCPE 66, tout comme la structure nationale, apporte aujourd'hui sa contribution.

Vœux pieux et propagande

Évoquant la place de l'enseignement privé, financé à 73 % par l'État et très majoritairement catholique dans le département, « l'ambition de réduire les assignations sociales et scolaires s'est soldée par un conventionnement des établissements sous contrat sur la base de vœux pieux et surtout sans contrainte réelle. L'enseignement catholique s'en tire une nouvelle fois à bon compte ». La volonté ministérielle est réduite à de simples conseils et recommandations. Et pourtant. La réalité est bien là, avec ses « ghettos » et ses injustices. La FCPE ajoute, mettant les pieds dans le plat : « Le détournement de la carte scolaire a atteint un tel niveau de ségrégation scolaire que la situation ne peut en rester là. (...) L'enjeu est essentiel pour notre département où ce sujet de mixité est sensible politiquement avec une ségrégation sociale et scolaire qui est devenue très importante. »

Des attentes et revendications

La FCPE 66 décline ensuite ses demandes. Ils souhaitent : le renforcement des conditions d'accueil et d'apprentissage des élèves des écoles publiques ; Le renforcement du contrôle de l'État de l'obligation dans le contrat d'association de remplir des objectifs de mixité sociale ; Une politique de malus en lieu et place d'une politique de bonus pour les établissements privés qui refusent de prendre leur part. La fédération conclut : « À la rentrée 2023, ce sont 1 500 postes qui seront supprimés dans l'école publique, avec des fermetures de classes, d'écoles, des enseignants non remplacés et ce, malgré la hausse d'effectifs au collège ou au lycée ».

Michel Marc

SNCF



Un conducteur TGV menacé de licenciement

Soupçonné d'avoir utilisé son téléphone en conduisant, un conducteur de la SNCF est menacé de licenciement. Les syndicats réagissent.

La faute du salarié n'est contestée par personne. La sanction proposée, en l'état, frise pourtant la démesure. Les syndicats, CGT, FO, UNSA, Sud et CFTD contestent la disproportion de la « peine » prononcée. Dans la foulée ils appelaient à une grève le week-end dernier.

Il n'y a pas eu d'incident sur la ligne. « Licencié pour faute grave », ce n'est pas rien. C'est une vie qui chancelle, une mise à l'écart définitive, une privation des moyens de vivre. Les syndicats sont clairs et, pour le moment, souhaitent, par la voix de la négociation et de la solidarité, infléchir la décision de la direction. Ils réclament simplement une sanction mieux adaptée, moins violente. Et de répéter : « La sécurité, c'est notre ADN. Ça ne se discute pas. Le conducteur lui-même a reconnu son écart. Nous souhaitons simplement que la sanction proposée soit revue et réduite à une dimension mieux adaptée, plus humaine ». Ce vendredi 19 mai au matin, des cheminots sont donc venus le dire en gare de Perpignan. Ils ont aussi rencontré, en début d'après-midi, les cadres avec qui ils ont pu échanger. Un recours a été déposé, en interne. La sévérité disciplinaire soudaine interroge, malgré tout, l'ensemble de la communauté salariée de la SNCF, et au-delà.

M.M.

Suivez-nous



Elne

Hommage à la Résistance

Une cérémonie pour le 80^e anniversaire de la création du CNR a eu lieu le 27 mai dernier.

À Elne, depuis bientôt 20 ans, on célèbre, le 27 mai, la création du Conseil national de la Résistance (ce n'est qu'en juillet 2013 qu'a été instaurée, à cette date, la journée nationale de la Résistance). C'est le 27 mai 1943, que Jean Moulin, délégué par le général De Gaulle, réunissait au 43 de la rue du Four à Paris, dans la clandestinité, huit grands mouvements de résistance : deux grands syndicats d'avant-guerre ainsi que les représentants des six principaux partis politiques de la troisième République : Le Conseil national de la Résistance (CNR) naissait, et avec lui un projet de société « *Les jours heureux* ». Mais ce samedi 27 mai 2023 avait une tonalité particulière,

une cérémonie pour le 80^e anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance avait lieu au pied de la Côte Balanquer, en présence de la plus jeune résistante de France, Josette Torrent, citoyenne d'hon-

neur de la ville depuis peu. Après la lecture du message de la secrétaire d'État aux anciens combattants, l'allocution de Jacky Pugnet pour l'ANACR, le maire, Nicolas Garcia, clôturait la cérémonie par ces mots : « *.Inscrivons 2023 dans ce calendrier historique qui a bâti notre identité aux yeux du monde, car à chaque fois, à chacun de ces rendez-vous, c'est le peuple de France qui a fait le choix de s'unir, de reprendre en main sa souveraineté, son économie, sa liberté. Oui, le choix que nous appelons de nos vœux, c'est celui d'une France unie et déterminée à éradiquer la pauvreté, le chômage, à relever le défi du climat, notre pays en a les moyens et la force* ».

Michèle Devaux



Police municipale

Le MRAP dénonce

Dans un communiqué le MRAP 66, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, s'indigne de faits mettant en cause le comportement de la police municipale de Perpignan.

Le mouvement a visionné une vidéo produite par le média en ligne Blast dans laquelle il a noté « *des comportements extrêmement violents et inappropriés, totalement inadmissibles de la part de personnes détentrices de l'autorité publique.* » Pointant « *la défaillance du système de fonctionnement de la police municipale de Perpignan* ». Le MRAP 66 se refuse à « *accepter que des policiers municipaux sous la responsabilité du maire s'adonnent à de telles pratiques indignes du service public.* »

L'association estime que « *les policiers ont un devoir d'exemplarité et sont tenus de respecter les lois et valeurs républicaines dont ils sont les représentants.* »

Le communiqué se termine sur une dénonciation des propos racistes, des insultes et des violences, intolérables « *dans un État de droit.* » La rédaction. Le MRAP 66 porte toute son attention au traitement de cette affaire et à ses suites judiciaires.

La rédaction

Dédicace
du premier livre
d'Annelies
Adriaensen

« *Une femme, une vie* »

Samedi 10 juin
de 11h à 13h

Librairie La Libambulle
à Prades.



annonces légales - annonces légales - annonces légales

Suivant acte en date du 18/6/2023, M. Gérald SAUVE, 117 Avenue du Vallespir, 66740 LAROQUE DES ALBERES, RCS PERPIGNAN 43772298600027, donne en location gérance à M BROCHERIEUX jerome, 31, rue des Lavandières, 72230 MONCE EN BELIN, RCS Le Mans 91512462200019, un fonds de commerce de snack de camping "Snack Camping Las Planes", sis à LAROQUE DES ALBERES 66740, 117 Avenue du Vallespir, à compter du 18/6/2023 jusqu'au 18/9/2023.

SAS SLATKIN BLANC AVOCATS ASSOCIES
19 Espace Méditerranée
66000 PERPIGNAN

MAS SISQUEILLE Société civile au capital de 570.000 euros 21 Avenue de Capestang 66140 CANET EN ROUSSILLON 538 235 599 RCS PERPIGNAN

ERRATUM LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 29 DÉCEMBRE 2022 : RECTIFICATION DE LA FORME JURIDIQUE NON MODIFIÉE

Aux termes d'une AGE du 27 mars 2023, la collectivité des associés a décidé de constater l'erreur concernant l'omission de la résolution de modification de la forme juridique de la société lors de l'AG du 29 décembre 2022. Par conséquent, la collectivité des associés prend acte de la modification avec effet rétroactif en date du 29 décembre 2022 de la forme juridique de la société et de la modification de la page de garde des statuts suivant suppression de la mention « immobilière ».

POUR AVIS

Les cogérants

30/06 - 01/07 2023

PASS 25€

GRATUIT

Fête du TC!

30/06

GRUPO COMPAY SEGUNDO
Los Raskai
Rouge
Fiesta Latina

01/07

LES NEGRESSES VERTES
Combo Pacheco
Rock'in Chair
Something Special

Route du Littoral - Argelès/Mer

Rugby

Quatre-vingts minutes pour survivre

Battue à Castres (26-16), l'USAP a révisé ses gammes en vue de l'access match à Grenoble

Bien entendu chacun était en droit de rêver à un maintien direct. Mais gagner à Castres n'était pas suffisant. Lorsque de trop nombreux « si » se superposent pour voir des vœux se réaliser, en général, c'est peine perdue. Le maintien direct était tributaire d'une victoire des Montpelliérains (très diminués et peu motivés) à Pau face à des Palois qui jouaient leur survie. C'était vraiment trop complexe. Mais les Catalans pensaient à l'access match depuis très longtemps.

Un match de maintien ça se prépare

Ét pas que physiquement ! C'est mentalement que le staff a su depuis plusieurs semaines, voire depuis le début de la saison, faire comprendre aux joueurs que le maintien en Top 14 passerait, presque à coup sûr, par un match de barrage chez le finaliste de Pro D2. Ce finaliste n'était pas connu, mais il fallait impliquer tout le groupe catalan et leur inculquer l'idée que ce barrage ils allaient être obligés de le disputer.

Responsabiliser tous les joueurs était le souhait du staff catalan. Pas moins de 37 joueurs étaient sur le pont pour le dernier déplacement de la saison régulière à Castres. C'est une équipe remaniée que l'USAP présentait, évitant ainsi de faire prendre des

risques aux titulaires. Depuis la veille, la foule catalane savait (?) qu'elle se rendrait au stade des Alpes à Grenoble pour ce match couperet.

Les chances de Grenoble...

Un match n'est jamais joué à l'avance. Pour preuve la finale de Pro D2. Oyonnax avait dominé la saison de la tête et des épaules et même si Grenoble avait terminé à la deuxième place, beaucoup pensaient que les joueurs de l'Ain ne feraient qu'une bouchée des Alpains. Que nenni ! Le match fut très serré et la victoire d'Oyo (14-3) fut plus que difficile. Qu'ont montré les deux équipes au cours de cette finale ? Rien ! Peut-être à cause d'une certaine crispation due à l'enjeu. Grenoble devrait donc, devant son nombreux public, proposer un jeu très différent et mettre en valeur ses progrès et ses qualités (efficacité au grattage, circulation du ballon...). Sera-ce suffisant pour l'emporter face à l'USAP ? Pas sûr du tout !

... et celles de l'USAP

Respecter l'adversaire, même s'il évolue dans une division inférieure doit déjà être la grande préoccupation des joueurs catalans. Dans ce domaine les coaches feront (et ont déjà fait) le job nécessaire, n'en doutons pas. Il serait vraiment dommage de gâcher une fin de saison où les



Catalans ont montré de belles valeurs à l'extérieur (Lyon, Castres) même avec une équipe remaniée. L'USAP a eu le temps de ménager ses joueurs cadres en vue de ce match couperet pendant que son futur adversaire était obligé de batailler dans les phases finales de son championnat. Avantage donc aux Catalans dans ce domaine.

Avantage aussi avec l'expérience de l'access match même s'il se joue sur le terrain de l'adversaire. D'autre part, et sans chauvinisme aucun, l'USAP est supérieure à son adversaire dans tous les domaines. N'ayons pas peur de le dire ! Il faut tout de même que les Catalans restent concentrés sur leur jeu, respectent les schémas et stratégies. En pratiquant le jeu bien léché des quatre derniers mois l'USAP devrait valider

son renouvellement dans le Top 14 à l'issue d'un match joué à 21 heures et non à 17 heures comme annoncé depuis belle lurette. Pourquoi donc ? La guéguerre Canal-TF1, ma chère dame ! Pour que le créneau en « prime time » comme ils disent à Coustouges, soit occupé par les deux protagonistes et ne soit pas le seul privilège de la Une avec le foot. Vraiment dommage encore une fois ! Quatre mille Catalans à Grenoble quelle que soit l'heure pour assister au maintien de l'USAP en Top 14. Allez tous les Usapistes en sont presque certains... au risque de subir une déconvenue que le club aurait du mal à surmonter alors que de nouvelles recrues et pas des moindres sont déjà annoncées du côté de la Cathédrale.

Fins aviat

Jo Solatges

TOURRES JEAN
Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Casa musicale

La maison de tous

Nouvellement arrivée aux commandes de la structure sise à l'Arsenal à Perpignan et à la veille de l'ouverture d'Ida, Rébecca Bouillon développe sa vision de la Casa.

Depuis septembre dernier et suite au départ à la retraite de Michel Vallée, c'est Rébecca Bouillon qui a pris les rênes de la Casa Musicale. Quelques mois pour prendre ses marques avant de plonger dans l'édition 2023 du festival *Ida*. La nouvelle directrice, bénéficiant d'une solide expérience dans l'action culturelle, n'en a pas moins beaucoup observé, réfléchi et commencé à élaborer des projets. Entretien.

Comment êtes-vous arrivée à la Casa ?

Par un chemin un peu sinueux, Parisienne, j'ai durant 17 ans été responsable culturelle au parc de La Villette, puis, à l'Institut français d'Agadir au Maroc, de là, j'ai postulé pour la Casa, je n'ai demandé que ce poste qui m'intéressait énormément.

Nous sommes à la veille du festival *Ida*, comment le voyez-vous ?

La Casa, c'est une longue histoire, 27 ans, c'est un lieu magique, j'entends poursuivre l'histoire de la Casa, j'assume l'héritage d'*Ida y Vuelta*, un tel festival cela n'existe nulle part ailleurs, il faut maintenir ce rendez-vous. Mais peut-être est-ce cette année une édition de transition, j'aimerais le voir évoluer. Ce doit toujours être un moment de rencontre entre pratiques amateurs et professionnelles, je voudrais poursuivre vers une plus grande ouverture de l'espace public, sortir des murs de l'Arsenal, qu'il y ait toujours plus de participatif. Je souhaite convier les gens à la création artistique, qu'ils interviennent avec les artistes dans des créations collectives.

Vos projets pour la Casa ?

Je souhaite une plus grande mise en valeur du travail qui s'y fait, ce travail qui met un pont entre pratique amateur et professionnelle. Et que l'Arsenal soit identifié comme lieu et espace de vie.

Il me paraît nécessaire de réhabiliter cet espace qui est un point de jonction de plusieurs quartiers différents, qui est une entrée de ville. Il doit être un espace public.

Il a aussi besoin de végétalisation, il faudrait repenser l'aménagement paysager, installer du mobilier urbain. Qu'il soit très ouvert sur l'extérieur, accueillant. Pour moi, la logique du lieu est une dimension essentielle, le projet associatif est lié au lieu.

Un autre objectif est de continuer la Casa, c'est-à-dire l'accompagnement des professionnels, le développement des pratiques amateurs, il faut garder une large ouverture artistique.

Comment voyez-vous la Casa ?

C'est un lieu atypique, créé pour défendre les droits culturels, à savoir l'accès de tout un chacun à une culture artistique quelle qu'elle soit. Nous devons être à l'écoute de tous les désirs de culture, donc nous continuerons à cultiver cette écoute attentive pour continuer à faire société ensemble. Ici, toutes les classes sociales se côtoient. La Casa, c'est un lieu que tout le monde peut s'approprier, c'est la maison de tous, ici toutes et tous sont acteurs, ce n'est pas un lieu culturel comme un autre.

Je tiens beaucoup à cette idée de droits culturels, cela signifie reconnaître la culture de chacun car tout citoyen peut être porteur d'un projet culturel. La Casa n'est pas un lieu de diffusion, c'est un lieu du faire ensemble, cela dans la complémentarité avec les autres structures tant locales que nationales, il existe aussi des réseaux européens.

Propos recueillis par Nicole Gaspon



Rébecca Bouillon développe sa vision de la Casa.

Memoria, l'Espagne

Une initiative issue d'un partenariat entre la commune de Villeneuve-la-Rivière et le Centre espagnol.

Les 1, 2 et 3 juin à Villeneuve-la-Rivière.

Exposition, conférence, spectacle de flamenco, repas, musique classique, chorale de l'école.

Entrée libre et gratuite.

Le 3 juin une randonnée littéraire s'effectuera sur tout le village avec plusieurs haltes avec lectures de poèmes et de textes en français, espagnol et catalan.

Départ samedi 3 juin à 10h30 espace Noé.

Où sortir ?

Perpignan

Archipel | Dimanche 4 juin à 18h | Théâtre - **Normalito** | De 8€ à 10€. Jeudi 8 juin à 20h30 | Concert - François Salque & Vincent Peirani - **Duo violoncelle & accordéon** | De 8€ à 10€.

Rue des Archers | Samedi 3 juin de 9h à 18h | **Fête du livre vivant** | Gratuit.

Casa Musicale | Du vendredi 2 juin au samedi 3 juin à partir de 18h | **Festival Ida** | Gratuit.

Institut Jean Vigo | Vendredi 9 juin à 19h | Projection - **Watchmen : Les Gardiens** | 6€.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 4 juin à 17h | Concert - **L'heure musicale des amis d'Alain Marinaro** | 12€/10€ adhérents.

Samedi 10 juin à 20h30 et le dimanche 11 juin à 17h30 | **Spectacle de fin d'année de l'Atelier Théâtre Banyuls** | Gratuit.

Salle Bartissol | Samedi 10 juin à 20h30 et le dimanche 11 juin à 15h | **Gala de danse** | 7€ à partir de 16ans / 3€ à partir de 6 ans.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Samedi 10 juin de 16h30 à 23h | **Deux concerts, deux vents de scènes** | 15€.

Céret

Théâtre de verdure | Samedi 3 juin à 20h30 | **Concert rock** | Gratuit.

Ille-sur-Têt

Église Saint Etienne | Dimanche 4 juin à 17h30 | Concert du Chœur Serenata du Boulou - **Stabat Mater** | Gratuit pour les - de 18 ans.

Le Barcarès

Paquebot Le Lydia - Port-Barcarès | Vendredi 9 juin au dimanche 11 juin à 15h | **Festival du polar** | 25€ soirée avec repas et jeux.

Le Boulou

Complexe des Échards | Vendredi 9 juin à 18h | Spectacle fin d'année - **Arts en Scène - Musique, danse, théâtre** | 5€.

Le Soler

Espace François Calvet | Vendredi 9 juin à 19h | **Spectacle du conservatoire** | Gratuit.

Prades

Halles des sports | Dimanche 4 juin à 15h | Spectacle cabaret entre Music-Hall et Opérette ! - **Au temps de Luis Mariano** - organisé par Prad'anim et les chœurs d'artichaut | 10€.

Suivez-nous



Où sortir ?

Saint-Estève

Théâtre de l'Étang | Vendredi 2 juin à 20h30 | Les Rendez-Vous de Saint-Estève | Le cinéma de Patrice Chéreau.

Saint-Génis-des-Fontaines

Rue Clemenceau | Vendredi 9 juin à 18h30 | Concert duo violon et piano avec Eva Zavarro et Nathanaël Gouin - Des quatre saisons printemps | 12€.

Saint-Marie-la-Mer

Salle communale Saint Exupéry | Samedi 10 juin à 20h30 et dimanche 11 juin à 15h30 | Théâtre - pièce d'Anton Tchekhov - La demande en mariage | 7€ / Infos : 06 25 81 60 13.

Place Agora | Samedi 10 juin de 21h à 23h30 | Soirée dansante | Gratuit.

Sorède

Mairie | Samedi 10 juin à 20h30 | Concert avec la chorale Internationale d'Albera | Gratuit.

Villelongue-de-la-Salanque

Rue du printemps | Samedi 10 juin et dimanche 11 juin à partir de 9h | Weekend - American day - avec un concert en hommage à Elvis Presley avec "Did Martin", un concert tribute Johnny et un show burlesque. Restauration et buvette sur place. Animations pour les enfants | Gratuit.

Cabestany

Un succès populaire

Après plusieurs années d'absence, c'est le retour du festival des arts de la rue « El rapatell ».

Dans une version plus modeste, la ville de Cabestany a rouvert la porte aux arts de la rue, le 27 mai dernier, dans les jardins du parc Guilhem. Ambiance festive, une caravane vous accueille à l'entrée du parc, l'entrée est gratuite mais on peut acheter des objets illustrés *El Rapatell*, tote bag, badges... Sur la droite des stands avec buvette et restauration rapide, la fanfare *Le père's band* anime les allées et tout au fond, c'est la compagnie *À tiroirs* qui ouvre le bal devant un parterre très fourni de jeunes spectateurs. Jonglage qui tourne à la catastrophe, esca-



La compagnie À tiroirs.

lade sur murs, prise à partie du public, du rire garanti à tous les étages. Devant l'entrée du centre culturel *Jean Ferrat* la compagnie *Famille Goldini* prendra le relais. Équilibres, contorsions, jonglage, le couple se fait et se défait dans une mise en scène enlevée où la poésie, l'humour et le burlesque se cotoient pour le plus grand plaisir des nombreux spectateurs. La soirée s'achèvera par les prestations des compagnies *Gérard Gérard* et *Rhapsodies nomades* autour de notre Johnny national.

Une première édition qui a rencontré son public et qui promet des développements plus ambitieux pour les années à venir.

Jacques Pumaréda



La famille Goldini.

Théâtre

Madame est morte, de Roger Payrot

Rendant hommage à Roger Payrot, trop tôt disparu, François Noell et le Tururut Théâtre ont joué à Banyuls-sur-Mer le 20 mai, une de ses pièces *Madame est morte*.

Une pièce originale inspirée d'un fait divers. Telle est *Madame est morte*, de Roger Payrot qui, en l'écrivant en a discuté avec François Noell qui la monte aujourd'hui, en hommage à son auteur. Un fait divers, le crime des sœurs Papin, qui en a inspiré d'autres : Jean Genet, avec *Les Bonnes*, Claude Chabrol avec un film *La Cérémonie*, a servi de thème à Roger Payrot qui l'a très librement interprété, tenant compte de ce qu'il a pu apprendre de la personnalité des deux sœurs, de la vérocité du récit qui les concerne, de leur condition sociale aussi bien que de l'ambiguïté des personnages. En scène tout d'abord et à plusieurs reprises, un magistrat instructeur, préoccupé de la naissance de sa petite fille, qui travaille sur un récit enregistré par un personnage restant à distance. Récit qui fera naître les scènes de la pièce, morceaux juxtaposés, scènes vivantes laissant entendre tout ce qui sera mais n'est pas montré.

En scène, en plusieurs tableaux, les deux sœurs,

Ginette et Claire, qui n'ont pas partie égale ; l'une joue à imiter Madame et traite sa sœur en totale subalterne, uniquement dédiée aux basses besognes. Madame n'est présente que dans une scène, fort signifiante : le mépris qu'elle affiche de Françoise, une autre bonne amie des siennes, prouve largement qu'elle est bien une patronne avec toutes les contraintes et corvées qu'elle sait imposer. Et lorsque Madame est morte, nous retrouvons les deux sœurs serrées dans leur lit mais pas plus égales qu'auparavant. Du noir, de l'inavouable, dans un récit distancié, qui rend d'autant plus forts l'insolite et la vérocité de ce tragique souvenir. Belle égalité devant le public d'une distribution où se répondent Marie Ferriz (Ginette), Magdalena Voisin-Baenitz (Claire), Mireille Rogie (Madame), Elodie Philibert (Françoise) et Erick Brisse (le juge). Les lumières sont de Eric Travé, les photos et l'affiche d'André Salvador. À la mise en scène : François Noell.

Y.L.



Cinéma

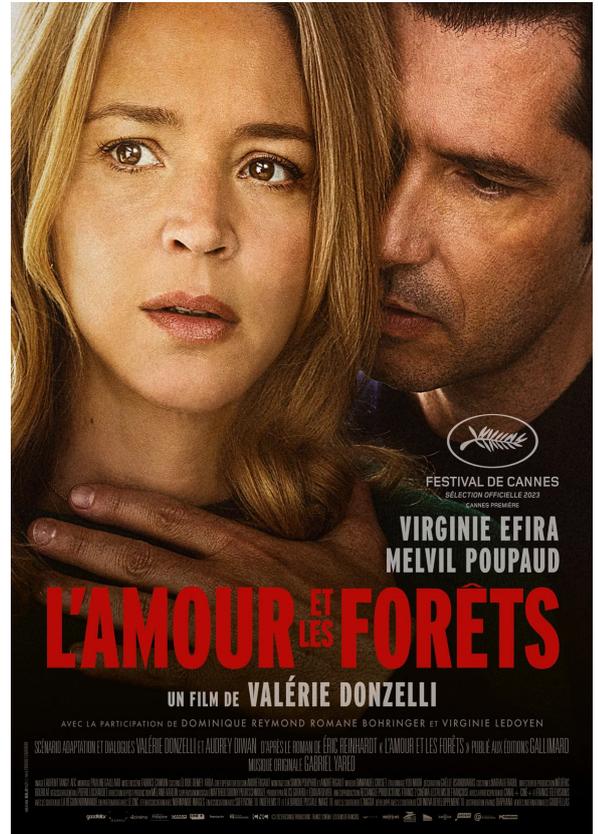
L'amour et les forêts

En adaptant ce récit d'Eric Reinhardt, Valérie Donzelli observe et dissèque la mécanique des violences conjugales avec une précision quasi chirurgicale... Anatomie d'une emprise, *L'Amour et les forêts* est bien plus qu'une fiction. C'est une radiographie et une mise en garde. Et un grand moment de cinéma. La réalisatrice installe parfaitement l'atmosphère oppressante dans laquelle évolue Blanche, interprétée par Virginie Efira et la mécanique glaçante de l'emprise d'un homme lui renvoyant au visage son amour, prétexte à toutes les ignominies. Melvil Poupaud excelle dans tous les registres et la palette des sentiments qui conduisent à la folie meurtrière.

Valérie Donzelli décortique de façon méticuleuse l'intimité d'un couple et l'emprise pernicieuse d'un homme qui, méthodiquement, installe les barreaux de la prison où sa proie devra se perdre en devenant son objet. Tel un insecte pris au piège, effarés, on la regarde, subir, se débattre, tenter d'échapper au prédateur et survivre, le tout dans une insoutenable solitude. Avec une maîtrise impressionnante, elle nous plonge dans la tête de son héroïne au fil d'un thriller étouffant. Virginie Efira, par la richesse de son langage émotionnel, nous donne accès à l'indicible. « *Je voulais qu'on comprenne cette fragmentation de l'esprit qui se décompose en fonction des petites attaques d'acide qu'elle reçoit de la part de son époux maltraitant* », note la réalisatrice qui adopte le point de vue et le regard de la victime, narratrice de sa propre histoire et personnage clé de son émancipation.

Une mise en scène épurée, réaliste, implacable, où les ellipses temporelles confèrent un rythme haletant et singulier au récit. Sa caméra, témoin invisible d'une violence qui ne l'est pas moins, dans une atmosphère paranoïaque qui devient fatalement irrespirable.

Evelyne Bordet



Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

Remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : *Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan*. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - *Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan*.

Papier / 6 mois 40€ Papier / 1 an 78€ Numérique - Papier / 1 an 100€ Numérique / 1 an 66€

Je règle : par chèque à l'ordre du "Travailleur Catalan"Date : ____ / ____ / ____ par prélèvement automatique (joindre un RIB et une autorisation voir au dos)

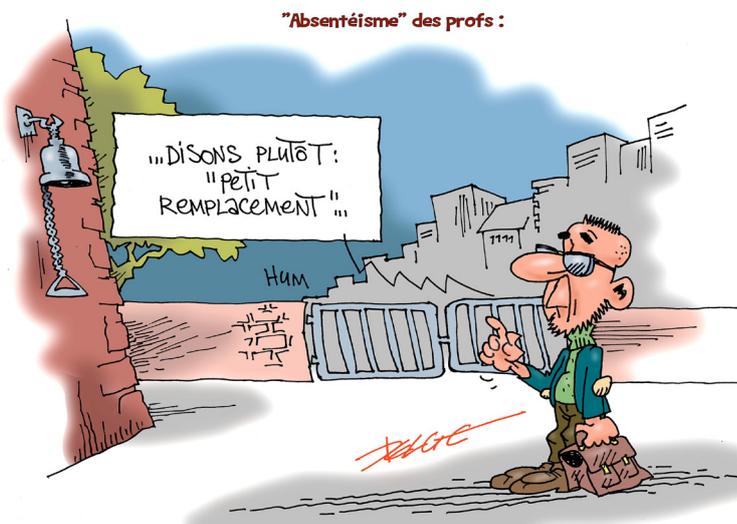
Le « non-remplacement »

Depuis juin 2022, un collectif de parents, #Onveutdesprofs, a entamé une action collective contre l'État pour non remplacement des enseignants.

Exaspérés par l'absence de réponse de l'Éducation nationale face à l'absence de plus de huit semaines d'un professeur de français, les parents d'un collège parisien du 18^e arrondissement, ont décidé de porter plainte contre l'État. Contactée, l'avocate Joyce Pitcher, spécialiste des recours de masse, y a vu un « cri de désespoir » des parents face à une « défaillance du service public ». Pour les parents à l'origine de la démarche, ils mènent ce combat « pour défendre l'école publique » et pour l'égal accès à l'éducation. Car si certains parents pourront compenser la rupture des apprentissages par des cours particuliers, d'autres moins favorisés n'en auront pas les moyens. Pour eux les absences non remplacées creusent les inégalités.

Mais évidemment ce n'est pas le seul établissement concerné. Maître Pitcher gère à elle seule 200 dossiers sur 20 académies et depuis fin 2022, 127 requêtes ont été déposées devant 17 tribunaux. Alarmiste et mensonger, PapN'Diaye chiffre la perte à 15 millions d'heures de cours due aux absences. La Cour des comptes estime, quant à elle, la perte à 2 millions d'heures annuelles, dont les deux tiers liées à des obligations de service.

Le non-remplacement est en fait structurel et vient du manque grandissant de professeurs. Dans le premier degré, les titulaires remplaçants sont utilisés pour combler la pénurie des professeurs à l'année. Dans le second degré, le recours à des contractuels, non formés, s'est soldé par nombre de démissions et aucun titulaire en compensation. Emmanuel Macron est bien conscient du problème du remplacement. Pour y remédier, il vient d'imposer



un « pacte » aux enseignants qui pour gagner plus (1 250€ annuels) devront s'engager à remplacer, en plus de leur service hebdomadaire, 18h d'absence de courte durée de leurs collègues. Pour les syndicats, au mieux seules les absences de moins de 15 jours seront remplacées. Une fois de plus il s'agit d'un colmatage et le problème de fond, soit la pénurie d'enseignants, est évacué.

Anne-Marie Delcamp

Loi de programmation À l'attaque !

C'est ainsi que l'on pourrait définir le projet de loi de programmation militaire de 430 milliards actuellement en débat à l'Assemblée nationale. Un budget démentiel.

Une rallonge de 413 millions d'euros pour la guerre :
il restait donc un peu de pognon de dingue ?



Les députés du groupe GDR-NUPES ne voteront pas ce projet de loi en l'état. Fabien Roussel, secrétaire général du Parti communiste français, député du Nord, membre de la commission de défense nationale et des forces armées, a expliqué pourquoi lors de son intervention préalable à l'Assemblée nationale et de son passage à *La Matinale de France-Inter*.

Il précise que les communistes ne sont pas contre le fait que la France puisse se défendre contre les agressions venant d'autres pays, ou internes perpétrés par des menaces terroristes. Ils ont prouvé, notamment lors de la Résistance, qu'ils étaient prêts à tous les sacrifices pour défendre l'indépendance et l'intégrité de la nation.

Si c'était le cas, cela supposerait des moyens absents de la loi de programmation militaire de 2024 à 2030 comme le besoin de « *frigates mobiles rapides d'interventions* » pour défendre notre espace maritime (2^e du monde). Il n'est pas question non plus de moderniser l'équipement des soldats, de doter notre pays des moyens de protéger nos ressortissants à l'étranger ou dans les territoires d'Outre-mer, ni également de préserver notre économie et nos frontières.

Le projet de loi de programmation militaire prévoit des milliards pour développer le feu nucléaire et construire un porte-avion de nouvelle génération à propulsion nucléaire de 10 milliards d'€ Il s'agit en réalité d'exporter la guerre sous la direction de l'OTAN. N'oublions pas que la France a réintégré son commandement militaire dont le général De Gaulle l'avait sortie.

Exporter la paix plutôt que la guerre

Jamais le développement de l'armement d'attaque n'a empêché la guerre, au contraire. En plus, nous sommes face à un véritable déficit démocratique. Le débat actuel ne concerne que les parlementaires. Il devrait s'étendre à l'ensemble de la population. Plutôt que de parler « d'une guerre d'avance » comme le dit le président Macron, le Mouvement de la Paix déclare « si tu veux la paix prépare la paix ».

Ève Gerbault

Élections générales espagnoles

La droite aux portes du pouvoir ?

Toutes les municipalités espagnoles et 12 parlements autonomes sur 17 étaient concernés par le vote de ce dimanche 28 mai 2023. Face à la très forte avancée de la droite, Pedro Sanchez a décidé de provoquer des élections législatives anticipées.

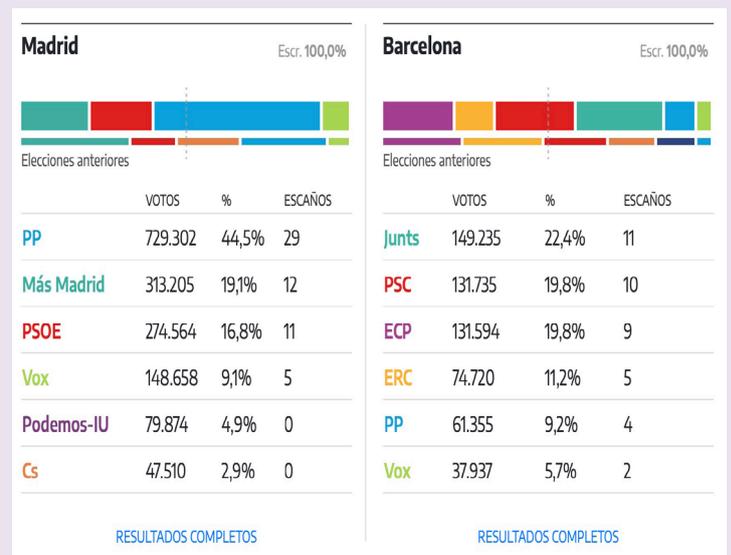
Nous pouvons constater, à l'issue du scrutin, que la droite, flanquée de l'extrême droite, a globalement gagné les élections générales (on dirait territoriales et municipales en France). Les gauches ont reculé d'autant. On ne voulait pas y croire, mais la réalité est souvent plus rude que les sondages qui prévoient certes un tassement de la gauche mais pas un tel retournement de situation dans la plupart des grandes villes espagnoles. La droite a certes avalé le courant libéral Ciudadanos, ce qui explique en partie son score, mais dans une dynamique gagnante au point de dépasser les 30% pour l'ensemble du territoire. Il faudra donc s'habituer au nom d'Alberto Núñez Feijóo, leader du Parti Populaire dont les thèses rassemblent une tradition néofranquiste dite « raisonnable » pendant que Vox, le parti intégriste religieux d'extrême droite, dépasse les 7 % et se retrouve arbitre de la prise de pouvoir des autonomes et des municipalités. Six autonomes passent donc à droite, la Communauté valencienne, l'Aragon, l'Extrémadure, les Baléares, la Cantabrie et la Rioja. Le PSOE perd de nombreuses municipalités dont Séville et Valence sur fond de fraude électorale grossière. Dans tout le pays, si le PSOE perd des plumes, le rassemblement IU-Podemos recule aussi, notamment à Madrid où il est éliminé (4,9 %) après la scission avec le parti Mas Madrid qui, lui fait mieux que résister à 19 % et 12 sièges en seconde position derrière le PP et devant le PSOE.

Barcelone tient encore bon

Les seules résistances se trouvent dans les municipalités des deux autonomes basques et catalanes où il n'y avait pas d'élection régionale, sachant qu'à Barcelone, même si la gauche (nationale et indépendantiste) est restée majoritaire à 51 % pendant que la Junt catalaniste issue de la Ciu, tire les marrons du feu et si le PP et Vox progressent. En Comu, qui rassemble l'IU et Podemos localement,

risque de perdre la mairie bien qu'elle ait fait à 200 voix près le même score que le PSOE avec 9 sièges contre 10 au PSOE et 11 à la Junt. Partout, ERC, la gauche catalane indépendantiste, s'écroule et la CUP disparaît du paysage politique de Barcelone. Dans ce contexte, seule une union municipale du PSOE, d'En Comu et d'ERC pourrait dégager une majorité dans la deuxième ville du pays.

Yvon Huet



Arménie-Azerbaïdjan

Une guerre oubliée

Conséquence indirecte de la guerre en Ukraine, la guerre pour le Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan redouble d'intensité.

La dernière guerre pour le Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'a défrayé la chronique qu'une quarantaine de jours en 2020. D'autant plus qu'elle s'était conclue par un cessez-le-feu en novembre 2020 sous l'égide de la Russie. Mais, guerre en Ukraine oblige, peu de médias rendent compte de la reprise et de l'intensification du conflit entre les deux pays depuis décembre 2022.

Le Haut-Karabakh est une enclave arménienne coincée entre deux pays qui en revendiquent la souveraineté. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont fait partie de l'URSS dès sa création en 1922, mais en 1936 Staline a décidé de rattacher le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan. Les tensions sont restées larvées jusqu'à l'implosion de l'URSS en 1991 et la proclamation d'indépendance du Haut-Karabakh. La première guerre arméno-azéri (1991-1994) pour ce territoire s'est terminée par l'amputation d'un tiers de sa superficie.

Les interactions

Les pays frontaliers, Russie, Turquie et Iran sont impliqués dans le conflit.

La Turquie, vu le génocide arménien de 1915, soutient l'Azerbaïdjan. Erdogan y voit même l'occasion d'une extension territoriale, martelant à l'envi que les populations de la Turquie et de l'Azerbaïdjan sont « un seul et unique peuple ». C'est fort du soutien turc, que l'Azerbaïdjan a repris l'offensive et contrôle le corridor de Latchine - contrairement aux accords de 1994- coupant tout approvisionnement pour les 120 000 Arméniens de l'enclave, désormais « proches de la disette » et perçu par le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, comme une « tentative de nettoyage ethnique ».

L'Iran soutient l'intégrité territoriale azéri mais l'intervention d'Israël, son ennemi juré, aux côtés de la Turquie passe mal.

La Russie soutient en principe l'Arménie. C'est Moscou qui a obtenu le cessez-le-feu de 2020, réaffirmant sa position de gendarme du Caucase, et a déployé 2000 soldats censés protéger les Arméniens du Haut-Karabakh. Mais depuis l'élection de Pachinian, ministre libéral qui a chassé les apparatchiks, les relations avec le Kremlin se sont refroidies. De plus, la guerre en Ukraine a changé la donne. Poutine a mis toutes ses forces contre l'Ukraine et n'a plus les moyens militaires d'assurer la sécurité des Arméniens.

En désespoir de cause, l'Arménie se tourne vers les Occidentaux. L'Union européenne a envoyé une première mission en octobre 22, puis en février 23. Des tentatives de négociations ont eu lieu le 4 mai à Washington, puis le 14 mai à Bruxelles. En vain.

En attendant, et comme toujours, ce sont les peuples qui souffrent.

Anne-Marie Delcamp

La peste...

Qu'en faire ? S'en défaire une bonne fois pour toutes ! Et surtout couper court à la chronique défaitiste d'une prise de pouvoir annoncée à laquelle on ne pourrait

rien. Comme si l'histoire hoquetait, balbutiait, ouvrait grand la porte à tous les fantasmes, y compris les plus éculés, les plus mortifères. Avec preuves à l'appui : les témoins de la montée des fascismes dans l'Europe de la première moitié du 20^e siècle les ont fournies, les traces, les blessures existent. Insupportables ! Et il faudrait maintenant que le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'anti-tout-ce-qui-n'est-pas-moi, tout ce qui n'est pas ma norme, l'anti-autre prolifèrent... comme naturellement. Des pays européens semblent se complaire dans une dérive qui prend le pouvoir, comme en Italie, ou en Hongrie, faisant de la menace de l'extrême droite une donnée incontournable du paysage, au cœur d'une construction européenne qui semble incapable si ce n'est de l'empêcher, au moins de la contenir. Bravo l'Europe ! Et laissant pantois tous ceux qui comme *le Béranger du Rhinocéros* d'Eugène Ionesco (il faut relire nos classiques) ne veulent pas devenir des bêtes sauvages foulant de leurs sabots destructeurs des pans d'histoire, de culture, d'humanité, d'intelligence.

Éradiquer
Un article de Patrick Le Hyaric qui fut directeur de *l'Humanité* et qui circule sur les réseaux sociaux, intitulé « *Éradiquer la peste brune* », en dit beaucoup sur le sujet et s'interroge sur la possibilité d'une réaction à la hauteur de la menace. Il faut le lire, le faire lire. Il en examine toutes les données. Les signes

qui ne trompent pas que l'extrême droite se sent de plus en plus les coudées franches jusqu'à parader masquée et bottée dans les rues de Paris avec la bénédiction du ministère de l'Intérieur, jusqu'à se



permettre tous les harcèlements possibles de ceux qui contestent son idéologie.

Respectables ?

Pendant ce temps, le Rassemblement national pour se donner une respectabilité après laquelle il court, fait mine de ne pas se reconnaître dans d'anciens copains qui lui ont fait le lit. « *On est tout sucre et tout miel, propre sur nous et on ne veut fâcher personne en attendant que les urnes nous mettent au firmament ... pour servir le capital bien sûr* ». Observez Aliot à Perpignan, quelques incartades, mais à la marge, on gère en évitant les esclandres et en étendant son emprise.

Le pouvoir médiatique fait le nécessaire pour habiller en tenue présentable un courant qui ne l'est

pas parce qu'il est construit sur une démarche violemment anti-démocratique qui est le rejet de pans entiers du tissu social, les plus fragiles. Le patronat se fait une raison pour se dire prêt à dialoguer avec l'ex-

trême droite, l'argent n'a pas d'odeur. Macron et ses ministres semblent se dire que la fonction de repoussoir du RN peut encore produire des effets profitables pour leur pomme. Darnain pousse lui le bouchon le plus loin possible en montrant qu'il est un peu comme eux, un adepte du rejet. C'est le partage des tâches.

De l'espérance, enfin...

Mais sur le fond, la politique menée est sans aucune concession pour ressouder un pays qui exclut bien au-delà de l'étranger. Elle exclut le monde du travail dont elle enduret les règles, voir les retraites, le chômage, les services publics. Elle tourne délibérément le dos aux besoins sociaux et jette plus de 30 % de l'élec-

torat dans les bras de la politique du pire. Parce qu'il n'y a plus d'espérance.

Erreur funeste, la bataille des retraites, l'unité syndicale, les millions de manifestants, les luttes sociales, les batailles de la gauche, la poursuite d'une action qui donne des sueurs froides à toute la réaction, la soif de vivre d'un peuple fier de sa solidarité et des valeurs républicaines qui le fondent sont des signes que le pire n'est écrit nulle part. Que la peste brune et son cortège de misères d'un autre temps peuvent être renvoyés dans les poubelles de l'histoire. À la condition expresse que les républicains, les antilibéraux, le monde du travail, (le peuple quoi !) fassent le nécessaire. Ils le peuvent.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**

Manque de personnel saisonnier : heureusement, l'Etat sera toujours là pour aider...

